

Fin mai, Kamal Abbas était à Genève pour dénoncer la violation des droits syndicaux en Egypte et demander à l'Organisation internationale du travail (OIT) de faire pression sur le gouvernement al-Sissi pour qu'il reconnaisse enfin la liberté syndicale.

# Terreur antisyndicale en Egypte

GUY ZURKINDEN  
RÉDACTEUR

KEYSTONE  
PHOTO

La répression, Kamal Abbas l'a vécue dans sa chair. A plusieurs reprises, ce leader syndical égyptien a été jeté en prison pour avoir milité en faveur de syndicats indépendants. Pour contrecarrer le diktat patronal, cet ancien travailleur de l'acier mise sur le renouveau d'un mouvement syndical combatif. C'est dans ce but qu'il a fondé en 1992, avec d'autres pionniers, la CTUWS (Center for Trade Union and Workers Services). Une ONG qui joue aujourd'hui un rôle clé dans l'émergence de syndicats indépendants en Egypte. Entretien.

## Quelle est la situation des syndicats en Egypte?

**Kamal Abbas** – Pour comprendre la situation actuelle, il faut connaître l'histoire. Dès les années 1920, d'importantes luttes ouvrières éclatent en Egypte, notamment dans les secteurs du tabac, des transports et chez les dockers. Le mouvement ouvrier s'est fortement développé jusqu'à l'arrivée au pouvoir, en 1952, du Mouvement des officiers libres de Gamal Abdel Nasser. Nasser a adopté plusieurs importantes avancées sociales, mais il a aussi inféodé les syndicats à l'Etat en créant un syndicat officiel et en excluant tous les autres.

À la fin des années 1970, la contestation monte. Des grèves éclatent, et les travailleurs revendiquent à nouveau la possibilité d'avoir des syndicats indépendants.

1989 sera une année cruciale. Au mois d'août de cette année, 19 000 travailleurs de l'acier se sont mis en grève dans l'usine où je travaillais, située au Sud du Caire, dans la plus grande zone industrielle d'Egypte. Le gouvernement de Hosni Mubarak (1981-2011) a sauvagement réprimé le mouvement, et plusieurs organisateurs ont été arrêtés. J'ai passé trois mois en prison. Heureusement, un large mouvement de solidarité a permis de nous libérer.

Avec plusieurs leaders syndicaux et militants politiques de gauche, nous avons profité de cet élan pour fonder la CTUWS. La mission de cet organisme non-gouvernemental est d'appuyer la création de syndicats indépendants, par trois biais: les campagnes de soutien aux luttes de travailleurs; la formation des leaders syndicaux; et la mise sur pied de programmes spécifiques pour les femmes.

## Quel a été le rôle du mouvement ouvrier dans la révolution de janvier 2011 qui a abouti à la destitution du président Mubarak?

Depuis 2006, les mouvements de lutte des travailleurs ont été massifs en Egypte et se sont succédé jusqu'en 2011. Des analystes



disent que plus de 3000 mouvements de grève ont éclaté, mobilisant 2 millions de travailleurs. La révolution égyptienne a été le fruit de ces mouvements. Le 12 mars 2011, le gouvernement intérimaire a d'ailleurs annoncé qu'il promulguerait une loi autorisant la création de syndicats indépendants. Cette annonce a entraîné la création de centaines de syndicats autonomes. La CTUWS a joué un rôle central dans leur création.

## Aujourd'hui, la CTUWS dénonce à nouveau une répression féroce...

Le gouvernement dirigé par le président al-Sissi est revenu sur toutes les promesses qui ont été faites dans la foulée de la révolution. En violation complète des conventions de l'OIT, dont l'Egypte est signataire, il ne reconnaît pas les syndicats indépendants. Pire. Les autorités ont adopté les mêmes pratiques répressives que Mubarak. Elles invoquent la «lutte anti-terroriste» pour tenter d'en finir avec les syndicats qui ne sont pas à la botte de l'Etat. Les exemples sont innombrables.

La veille du 1<sup>er</sup> mai, les locaux du syndicat des journalistes ont été attaqués par les services de sécurité. Le lendemain, ces derniers ont empêché des centaines de travailleurs d'accéder à une réunion syndicale. Trois jours avant ma venue en Suisse, les dockers du port d'Alexandrie ont organisé un sit-in pour demander une augmentation de salaires. Douze d'entre eux ont été arrêtés par les services secrets et jugés par un tribunal militaire.

En parallèle, le gouvernement tente de renouer le syndicat officiel, qui compte dans son comité exécutif le ministre du travail...

## La répression a-t-elle brisé les syndicats?

Le gouvernement pense qu'en terrorisant les salariés il pourra mettre fin aux protestations. Mais tant que les patrons continueront leurs attaques, les salariés résisteront. Ces dernières années, nous avons aussi remporté des victoires importantes grâce à la solidarité des unions syndicales internationales, notamment contre de grandes multinationales comme Cadbury (agroalimentaire), Nestlé ou Michelin. ■

## Mot-clé

# FLEXIBILITÉ

C'est peut-être le mot le plus à la mode de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Au travail, à la maison, dans ses relations, au chômage, au plumard, l'injonction est permanente: il faut être *flexible*.

Comme le souligne le sociologue Alain Bihr, la flexibilité est «un des maîtres-mots du discours néolibéral»<sup>1</sup>. C'est au nom de la *flexibilité* que des conquêtes historiques du mouvement ouvrier sont aujourd'hui attaquées: les limites à la journée de travail doivent faire place aux horaires flexibles; l'âge limite de départ à la retraite cède la place à la «retraite flexible». La *flexibilité* doit être le premier atout du marché du travail, ce qui impose de supprimer la *rigidité* des protections légales. Dans un récent ouvrage<sup>2</sup>, notre collègue Romain Felli, géographe et politiste, analyse l'extension de cet «évangile de la flexibilité» à la problématique environnementale. Face au réchauffement de la planète causé par l'explosion des émissions de gaz à effet de serre, des idéologues néolibéraux de premier plan plaident depuis le début des années 1970 en faveur de l'«adaptation» de la société: limiter les gaz à effet de serre serait «trop coûteux» pour l'économie. «La question n'est alors plus de combattre une pratique (l'utilisation des énergies fossiles) afin d'éviter un changement, mais d'apprendre à vivre avec un changement.»

Cette stratégie d'adaptation a une double fonction: d'une part, éviter la remise en cause du système capitaliste, basé sur l'exploitation sans limites des ressources naturelles. Mais elle va au-delà: en appliquant la «stratégie du choc» – la capacité de profiter d'une situation extrême (guerre, catastrophe naturelle, attentat, etc.) pour imposer des politiques inacceptables en temps normal –, les tenants du capitalisme vont utiliser le «choc climatique» pour étendre les mécanismes du marché, et donc ouvrir de nouveaux champs à l'accumulation capitaliste. La couverture des risques climatiques devient ainsi un nouveau *business* pour les grandes compagnies d'assurance comme Swiss Re; le «changement climatique» est invoqué par le gouvernement mozambicain et la Banque mondiale pour déplacer des dizaines de milliers de paysans loin du fleuve Zambèze, libérant la voie aux grands exploitants agricoles; en Turquie, les plans d'adaptation au réchauffement favorisent la migration saisonnière des travailleurs agricoles, permettant ainsi de maintenir au plus bas leurs salaires et conditions de travail. Qu'elle soit imposée aux travailleurs d'une usine, du service public ou aux habitants d'une région frappée par le réchauffement climatique, la «flexibilité» poursuit donc toujours le même objectif: assurer aux détenteurs de capitaux des débouchés rentables. Pour y résister il faudra, souligne Romain Felli, «rompre avec le mouvement néolibéral». Et lui imposer la rigidité des luttes sociales. ■

<sup>1</sup> Alain Bihr: *La novlangue néolibérale*. Editions page 2, 2007.

<sup>2</sup> Romain Felli: *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*. Seuil, 2016.

## Tisa contre le climat

Selon un rapport publié le 30 mai par l'Internationale des Services Publics (ISP), l'Accord sur le commerce des services (Tisa) pourrait ruiner tous les efforts pour lutter contre le réchauffement climatique.

En demandant aux pays participant aux négociations sur Tisa de traiter tous les fournisseurs d'énergie sur un pied d'égalité, indépendamment du type d'énergie qu'ils fournissent, cet accord risque en effet de réduire à néant les tentatives de promouvoir des technologies propres et la transition énergétique, dont l'objectif est de diminuer le recours aux sources d'énergie polluantes telles que le charbon ou le pétrole. ■

## 32 000 signatures

A travers leur «Appel contre la faim et la pauvreté», 75 organisations de la société civile ont rassemblé plus de 32 000 signatures en faveur d'une Suisse ouverte et solidaire. Elles ont été remises le 30 mai à des membres de tous les partis représentés au Conseil national. Les signataires demandent au Conseil fédéral d'allouer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement, alors que Conseil fédéral veut abaisser sa part à 0,48%. Le Conseil national devait se pencher sur la question le jeudi 2 juin, après le bouclage de cette édition. ■